

bien qu'à une moindre mesure, la période fut capitale pour l'opposition de gauche, ses analyses et sa pratique ; la situation coloniale se caractérisait par l'essor des luttes auxquelles répondait une accentuation de la répression.

En juillet 1933, fait important, Trotsky arrivait en France bénéficiant d'un visa de séjour ; et malgré une surveillance policière, il militait à nouveau, participant à plusieurs reprises à des réunions de la direction de la Ligue et contribuant à la création de la Ligue Communiste Internationaliste, fin août, qui marquait la rupture avec la III^e Internationale. Cependant les forces du mouvement restaient dérisoires pour les tâches de la période, Trotsky percevant la situation révolutionnaire mûrissant dans le pays. La Ligue comptait une centaine de militants présents partout, mais peu insérés dans le mouvement ouvrier, et disposait de *La Vérité* tirant à environ 3 000 exemplaires avec beaucoup de difficultés.

L'année 1934 fut déterminante pour le mouvement trotskyste français avec l'adoption malgré de nombreuses réticences, le 29 août, de l'entrisme à la S.F.I.O., c'est-à-dire de l'entrée des militants trotskystes avec « leur programme et leurs idées ». Les premières conséquences pratiques en furent la disparition de la Ligue Communiste au bénéfice du « groupe bolchevik-léniniste » (G.B.L.) de la S.F.I.O., *La Vérité* en devenant l'organe. Mais le passage fut bref, les premières sanctions vinrent frapper les dirigeants des Jeunesses de la Seine pour trotskysme : les vénérables dirigeants de la S.F.I.O. récompensant ainsi leur militantisme. Fin 1935 sonnait l'heure de la sortie pour le G.B.L. de la S.F.I.O., sans les résultats escomptés et qui plus est, avec de nombreuses dissensions dans l'organisation. Pour le mouvement commençait une période de crise se traduisant par la création de divers groupes très faibles ayant leurs propres journaux, « frères ennemis ».

Mais la pression des événements (victoire électorale du Front populaire) et les sévères avertissements de Trotsky allaient permettre une unification le 2 juin 1936 avec la constitution du Parti Ouvrier Internationaliste (P.O.I.) avec pour journal *La Lutte ouvrière* aussitôt saisi par le gouvernement Blum.

Le calme n'était pas revenu dans les territoires coloniaux, où d'intenses luttes se déroulaient, exacerbées par les répercussions de la crise économique. Les principaux foyers d'agitation restaient l'Afrique du Nord et l'Indochine. De nombreuses grèves éclataient prenant parfois un caractère insurrectionnel : ainsi en Indochine où se produisirent des révoltes paysannes au cours des années 1930-1931, se combinant avec des grèves ouvrières ; la répression brutale décapita le mouvement nationaliste par de nombreuses arrestations, et il y eut treize condamnations après l'insurrection de Yen-Bay.

En Tunisie éclatait une grève générale du 2 au 9 septembre 1934, le bilan en fut plusieurs morts et de multiples arrestations. La même année, l'Algérie fut troublée par des manifestations et des grèves dans les grands centres. Au Maroc, en 1934, se constitua un « Comité d'action marocain ».

La victoire aux élections d'avril-mai 1936 du Front populaire eut un grand retentissement pour les masses coloniales soumises à la domination de l'impérialisme français. Ce fut une caisse de résonance pour les luttes : en Algérie les travailleurs indigènes

participèrent en nombre aux grèves, se heurtant parfois à la police et à la troupe.

Le Front populaire libéra un certain nombre de détenus politiques et permit l'existence d'organisations légales. Cependant tout était relatif, on se contenta de faire permuer les gouverneurs des colonies ; quant au militant trotskyste vietnamien Ta-Thu-Thau arrêté par le gouvernement Blum, il ne fut mis en liberté provisoire qu'après une grève de la faim.

Dans le domaine colonial, comme ailleurs, le Front populaire se montra fort prudent, proposant aux masses algériennes le projet connu sous le nom de Blum-Violette, devant donner le droit de vote à quelques milliers d'indigènes « les plus évolués » ; projet sans suite d'ailleurs, car jamais adopté et ne répondant en rien aux espérances des masses des pays coloniaux.

Le reflux qui suivit l'explosion révolutionnaire allait se traduire par de nouvelles dissensions dans le mouvement trotskyste entre les fractions rivales dont les résultats furent un affaiblissement au moment où l'impérialisme frappait dans les colonies. Ainsi le gouvernement du Front populaire décréta, le 26 janvier 1937, la dissolution de l'Etoile nord-africaine (qui avait demandé son adhésion au Rassemblement populaire), la raison donnée : elle était « une organisation séparatiste dont l'action est nettement dirigée contre la France ».

Le Néo-Destour fut également dissous à la suite de l'émeute qui éclata le 8 avril 1938, aux cris de « La Tunisie aux Tunisiens » : lourd bilan de vingt morts et de nombreux blessés, auquel il faut ajouter l'habituel cortège d'arrestations (dont Bourguiba).

C'est dans le contexte politique marqué par les accords de Munich que Trotsky posa à nouveau le problème de la création de la IV^e Internationale qui devait assurer la continuité historique du mouvement révolutionnaire au moment où selon Trotsky s'ouvrait une période extrêmement difficile pour le mouvement ouvrier. Lors de cette conférence de fondation du 3 septembre 1938, Trotsky soumit à l'assemblée le programme de transition devant servir de base à l'activité de la IV^e Internationale pour toute une période, programme qui était le résultat du travail de clarification mené dans l'opposition internationale. Le chapitre 15 est intitulé « Les pays arriérés et le programme de revendications transitoires », il détermine le rôle du prolétariat des pays arriérés qui « ... est contraint de combiner la lutte pour les tâches les plus élémentaires de l'indépendance nationale et de la démocratie bourgeoise avec la lutte socialiste contre l'impérialisme mondial²³ »... et précise que : « Les problèmes centraux des pays coloniaux et semi-coloniaux sont : la révolution agraire, c'est-à-dire la liquidation de l'héritage féodal et l'indépendance nationale, c'est-à-dire le renversement du joug de l'impérialisme. Ces deux tâches sont étroitement liées l'une à l'autre²⁴. »

En application de ce programme, la presse du mouvement trotskyste continuait son patient travail de taupe, dénonçant l'impérialisme et plaçant la lutte anticolonialiste dans le cadre de la révolution permanente. Nous pouvons prendre pour exemple le numéro 156 (décembre 1938) de *La Commune* dans lequel parut

23. TROTSKY, *Programme de transition*, p. 45.

24. *Ibid.*